



Lettre n° 214 du 7 novembre 2021

Au sommaire :

- **C'est l'avenir de l'humanité qui est en jeu. Changeons le monde, maintenant !** - Bruno Bajou
- **Evergrande, crise énergétique, recul de la croissance, tensions internationales, la Chine au cœur de la tourmente du capitalisme mondialisé** - François Minvielle

## **C'est l'avenir de l'humanité qui est en jeu. Changeons le monde, maintenant !**

Dans une lettre ouverte adressée aux dirigeants du monde et qui a déjà recueilli plus d'un million de signatures en ligne, Greta Thunberg, Vanessa Nakate et trois autres jeunes militantes lancent cet avertissement : « *“Trahison.” C'est ainsi que les jeunes du monde entier décrivent l'échec de nos gouvernements à réduire les émissions de carbone. Et ce n'est pas une surprise. (...) C'est le code rouge pour la Terre. Des millions de personnes souffriront alors que notre planète sera dévastée - un avenir terrifiant qui sera créé, ou évité, par les décisions que vous prenez* ». L'indignation et la révolte qui grandissent face à cette « *trahison* » sont plus que légitimes, elles se sont exprimées dans les manifestations de ce week-end partout à travers le monde. Cette protestation indispensable ne se limite pas à une dénonciation, elle appelle un programme, une politique, capables de répondre à la catastrophe climatique en cours et plus généralement à l'impuissance, la déroute de la classe capitaliste qui apparaît plus que jamais au grand jour.

La COP 26 ne fait que confirmer cette incurie des gouvernants. Au-delà de leurs discours hypocrites qui se répètent de COP en COP, ils sont incapables de mettre en œuvre le moindre plan d'ensemble coordonné à l'échelle de la planète pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub>. La réalité ce sont des tractations entre États à travers lesquelles chacun défend les intérêts de ses multinationales du nucléaire, du gaz, du charbon ou des énergies renouvelables, dans une cynique opération de greenwashing du capitalisme.

Ils voudraient faire croire que le marché, la concurrence, la course à la compétitivité pourraient permettre de prendre en compte l'intérêt collectif ou la préservation de l'environnement... quand il ne s'agit que d'un affrontement entre des multinationales concurrentes et les États à leur

service dans une fuite en avant qui ne répond qu'à une logique de classe irresponsable d'accumulation de profits.

Le rebond de la pandémie en Chine, en Allemagne comme dans certains départements français est la conséquence de cette même irresponsabilité face à la crise sanitaire... Les États ont été incapables de mettre en place une véritable politique de santé publique à l'échelle du monde. Pas question de lever les brevets sur les vaccins, pas question de réquisitionner les sites de production, là aussi la concurrence, les lois du marché, l'intérêt privé de quelques multinationales sont restés le seul cadre pour gérer la pandémie et l'occasion pour Big Pharma de fabuleux profits.

### **Le Cac40 bat des records, les profits et les grandes fortunes explosent, les spéculations aussi au détriment des populations**

Alors que les manifestations catastrophiques de la crise climatique se multiplient, que la pandémie est loin d'être contrôlée, les fortunes des milliardaires les plus riches continuent de s'accroître...

Symbole de cette économie capitaliste de plus en plus parasitée par la finance, le Cac40 continue de s'envoler à la Bourse de Paris, dépassant ces derniers jours tous les records d'avant la pandémie. Selon « *l'Observatoire des multinationales* », toutes ces entreprises du Cac40 ont profité des aides publiques liées à la pandémie de Covid19, tout en supprimant près de 30 000 emplois en France et en versant près de 51 milliards d'euros à leurs actionnaires.

Ces records, qui alimentent les profits et les dividendes des plus grandes fortunes, sont en même temps responsables, du fait des spéculations sur les matières premières

et l'énergie, d'une hausse des prix qui touche dramatiquement l'ensemble des populations. Ces spéculations, l'envolée des prix, la course à la compétitivité et le flux tendu ont provoqué à l'échelle du monde une désorganisation des chaînes de production qui touche l'ensemble de l'économie mondiale, provoquant des pénuries qui aggravent la situation, révélant toute l'irrationalité du capitalisme du point de vue des intérêts de l'ensemble de la société.

Plus que jamais cette logique d'accumulation des profits qui est le moteur du capitalisme apparaît pour ce qu'elle est, une machine à drainer toutes les richesses pour une classe minoritaire dans une fuite en avant permanente qui rend le système instable et de plus en plus parasitaire, prédateur, accentuant l'exploitation sociale et le pillage des ressources naturelles... Jusqu'à la prochaine crise financière, le krach inévitable tant l'envolée des profits, l'accumulation sans limite de capital, l'endettement généralisé des États rentrent en conflit avec l'économie, la production de biens réels nécessaires à la satisfaction des besoins humains.

### **Une faillite globale du capitalisme conséquence d'une logique de classe irresponsable**

La pandémie comme la crise écologique ont été l'accélérateur de la débâcle de ce mode de production condamné qui soumet à sa logique d'accumulation du capital la production et l'échange de tout ce qui est vital pour l'ensemble de la société.

Toute la vie sociale est ainsi parasitée par les multinationales, paralysée par la soumission des États à leurs intérêts privés. Malgré tous les progrès de la science et de la technique, l'ensemble de l'humanité se retrouve dans l'incapacité d'agir en fonction de ses intérêts, condamnée à subir une course aux profits au détriment de l'intérêt collectif.

Deux logiques sociales s'opposent... la défense des intérêts d'une minorité qui accapare les richesses au nom de la propriété privée capitaliste, et celle des intérêts de ceux qui font tourner collectivement par leur travail la société et qui n'ont d'autres intérêts à défendre que ceux du plus grand nombre.

Les solutions pour faire face aux enjeux de la crise écologique globale comme à l'explosion des inégalités sociales se heurtent aux intérêts des multinationales, à la propriété capitaliste ainsi qu'aux frontières nationales et aux rivalités entre États.

### **La concurrence capitaliste accentue les tensions internationales qui alimentent la montée du militarisme**

La mondialisation financière, arène d'une concurrence féroce entre les multinationales, a entraîné une exacerbation des tensions internationales et une montée du militarisme.

La globalisation de la concurrence capitaliste a déstabilisé tous les rapports internationaux et exacerbe les tensions

entre puissances rivales, vieilles puissances impérialistes comme les États-Unis et l'Europe ou nouvelles puissances montantes comme la Chine.

Instabilité économique et financière, guerres commerciales pour accaparer richesses naturelles, matières premières et contrôler les routes commerciales ont entraîné la multiplication des conflits militaires locaux, un état de guerre permanent, une course aux armements suicidaire.

Alors que plus que jamais la coopération entre les peuples serait nécessaire pour mobiliser toutes les ressources scientifiques et techniques pour faire face aux enjeux de la crise écologique, cette montée du militarisme, comme ces frontières qui aujourd'hui se hérissent de murs et de barbelés sont une aberration, un gaspillage mortifère et une menace permanente contre les populations et la planète.

### **Une montée de forces réactionnaires, produit de la décomposition sociale et politique du capitalisme**

Cette faillite globale du capitalisme, la fuite en avant des classes dominantes, leur réflexe de classe minoritaire et parasite qui anticipe les inévitables explosions sociales, entraînent un renforcement des politiques sécuritaires contre le monde du travail et la jeunesse qui alimentent la montée de toutes les forces réactionnaires.

Les États sont l'instrument de cette offensive globale des classes dominantes contre les droits sociaux, contre les services publics, faisant exploser le chômage, la précarité, la misère. Alors que leur politique a mené toute la société dans la catastrophe sociale, économique, écologique, ils ne savent que surenchérir dans une logique de « *maintien de l'ordre* » pour continuer à imposer à tous la machine à profit et à dividendes. En multipliant les lois sécuritaires, en s'appuyant sur les forces de répression que sont la police et l'armée, leur politique sécuritaire et répressive ne fait que retourner la violence d'État contre celles et ceux qui sont les premières victimes de la violence économique et sociale.

Plus la crise globale du capitalisme se renforce, plus les classes dominantes et les politiciens à leur service cultivent et flattent les préjugés réactionnaires pour justifier les inégalités, l'oppression, l'exploitation, contribuant à les renforcer et les banaliser.

C'est cette logique mortifère qui a préparé le terrain à la montée de l'extrême droite et des préjugés réactionnaires qu'elle véhicule et qui sont repris de plus en plus ouvertement par les différents partis, de droite comme de gauche, au nom de la défense des institutions, des valeurs républicaines.

C'est cette même logique qui est en route aujourd'hui et qui s'exprime dans le cadre de la campagne présidentielle.

Les luttes et surenchères au sein du bloc réactionnaire de LREM au RN en passant par LR et Zemmour, pour savoir

qui prendra la tête de l'offensive des classes dominantes contre la population poussent à l'extrême la logique politique des classes dominantes : défendre cet ordre social injuste et inégalitaire en prétendant résoudre les drames que leur société d'exploitation engendre en les aggravant par la violence d'État.

Leur démagogie réactionnaire joue de toutes les peurs face à la catastrophe sociale pour diviser, dominer les esprits et enfermer les victimes de leur politique dans le piège du racisme, du sécuritaire, du nationalisme, en désignant un ennemi bouc émissaire, immigré, délinquant voire terroriste...

## **Face aux forces réactionnaires, une politique de classe internationaliste pour changer le monde**

Cette menace de l'extrême droite, de la montée des forces réactionnaires provoque inquiétude et colère légitime notamment dans la jeunesse, consciente du danger mortel que cela représente pour l'avenir.

Mais ce danger n'est pas une question à part qui appellerait une réponse spécifique et justifierait une unité de principe avec des partis politiques qui hier, aujourd'hui comme demain n'ont d'autres objectifs que de revenir aux affaires et sont incapables d'apporter des réponses à la faillite du capitalisme, prisonniers du cadre institutionnel.

Le combat contre ce danger mortel s'inscrit dans la lutte contre la faillite globale du capitalisme, contre les classes dominantes et les politiciens à leur service. C'est un combat pour défendre les intérêts sociaux, démocratiques de l'ensemble des travailleurs, quelles que soient leur origine, leur couleur de peau, qu'ils aient ou non une religion, par-delà les frontières, un combat de classe internationaliste pour changer le monde.

Ce combat ne peut être mené qu'en toute indépendance des institutions et de ceux qui les défendent et notamment de cette gauche gouvernementale qui essaie de nous faire croire qu'elle pourrait être un rempart contre l'extrême droite, ultime argument pour essayer de faire oublier son total discrédit, sa totale intégration au système qu'elle aspire à gérer.

Celles et ceux qui n'attendent rien de cette farce électorale des élections présidentielles ont raison. C'est un jeu de dupe, antidémocratique. Quel que soit le gouvernement qui en sortira, il poursuivra la même politique au service des classes dominantes. Les élections peuvent cependant servir de tribune pour dénoncer cette mascarade et mener la bataille politique et d'idées pour regrouper les forces de celles et ceux que cette société révolte, exprimer la colère face à l'impasse du capitalisme et formuler une politique qui inscrive l'ensemble des luttes contre les conséquences de la faillite du capitalisme dans la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société. C'est

pourquoi le mouvement révolutionnaire dont nous regrettons la division, présente des candidats, notre camarade Philippe Poutou pour le NPA, Nathalie Arthaud pour Lutte ouvrière et Anasse Kazib pour Révolution permanente.

Toutes et tous nous avons intérêt à ne pas laisser le terrain politique aux politiciens bourgeois, à y intervenir pour défendre nos propres intérêts de classe, défendre des idées démocratiques, progressistes, internationalistes, à porter une perspective anticapitaliste et révolutionnaire, à nous organiser, nous coordonner pour agir.

## **En finir avec la propriété privée capitaliste, c'est nécessaire, construire une société fondée sur la coopération des travailleurs et des peuples, le socialisme, c'est possible**

Face à la menace de la droite extrême, du militarisme, face à la catastrophe sociale, écologique c'est un combat global qu'il s'agit de mener et qui s'inscrit dans la compréhension des bouleversements en cours. Car les ravages entraînés par l'impasse du capitalisme sont porteurs de révoltes, de l'émergence de nouvelles exigences démocratiques, sociales, féministes, écologiques qui s'expriment dans les mobilisations des exploité-e-s et des opprimé-e-s à travers le monde.

Nous sommes entrés dans une époque de transformation de la société dont l'issue est ouverte... soit leur monde d'après qui sera pire que celui d'avant, soit construire le nôtre en nous appuyant sur toutes les possibilités ouvertes par les progrès scientifiques et techniques, comme sur les aspirations démocratiques, sur la nouvelle conscience de classe qui émerge.

Pour assurer à toutes et tous une vie digne du XXIème siècle, il est nécessaire d'en finir avec ce parasitisme des multinationales et de la finance, avec la propriété privée capitaliste, ce qui implique de les exproprier comme de fermer les bourses et les marchés financiers, de prendre le contrôle de l'ensemble de l'appareil de production, sous le contrôle de leurs salariés comme de l'ensemble de la population.

L'issue à la faillite globale du capitalisme est de changer de mode de production et d'échange pour imposer une planification démocratique de l'économie afin de la mettre au service de la satisfaction des besoins de tous dans le respect de notre environnement.

Face à la « *trahison* » des gouvernants, nous voulons prendre nos affaires en main, construire notre avenir en agissant pour celui de l'humanité, devenir les acteurs conscients du vaste combat pour en finir avec ce vieux monde failli, pour la transformation révolutionnaire de la société, pour une société démocratique pleinement intégrée dans son environnement, pour le socialisme.

*Bruno Bajou*

# Evergrande, crise énergétique, recul de la croissance, tensions internationales, la Chine au cœur de la tourmente du capitalisme mondialisé

**F**in octobre, Evergrande, géant de l'immobilier en Chine, a évité de justesse le défaut de paiement qui le rapprochait un peu plus de la faillite. In extremis, le groupe a pu verser un peu plus de 71 millions d'euros aux propriétaires d'obligations, dette qu'il n'avait pas pu honorer un mois auparavant.

Mais rien n'est réglé. Evergrande est au bord du gouffre, devant une dette de 260 milliards d'euros, à peu près le montant des recettes nettes de l'État français. Sa faillite aurait des conséquences d'une brutalité terrible : chômage pour 200 000 salariés directs, et 3 millions indirects, entre 1 et 2 millions de logements abandonnés en cours de construction, perte grave pour des milliers d'épargnants qui ont acheté ces logements non achevés...

La crise d'Evergrande participe d'une crise globale, touchant tout le secteur immobilier. Elle se répercute et se combine avec un ralentissement de la croissance, la hausse du chômage, une crise de la production et des prix de l'énergie. A la crise économique, s'ajoutent la crise environnementale et les tensions orchestrées par les USA pour l'affaiblir : la Chine se retrouve, comme son principal concurrent, au cœur de toutes les contradictions de la mondialisation capitaliste.

Les conséquences frappent d'abord les travailleurs chinois, mais le niveau d'interdépendance des économies est tel que, comme avec la crise financière de 2007-2008 qui avait commencé avec les subprimes américains en 2007, la crise de l'immobilier chinois pourrait bien inaugurer un nouvel épisode aigu de la maladie endémique qui a atteint l'ensemble de l'économie mondiale.

Le pouvoir chinois réagit. Xi Jinping devrait annoncer cette semaine de nouvelles mesures pour encadrer l'endettement et la folie spéculative, enrobant sa politique de discours sur la « *prospérité commune* ». Certains y voient un retour maoïste, d'autres ont des illusions sur la super-puissance de l'État prétendument communiste pour contenir la crise, l'illusion que « *en Chine, quand le gouvernement parle, les banques écoutent* ». Certes l'État chinois garde une bien plus grande indépendance vis-à-vis de ses capitalistes et financiers que les États des vieilles grandes puissances mais en réalité sa politique, qui n'a rien de socialiste, de communiste ou de populaire, sert globalement leurs intérêts. Elle leur est soumise socialement. Chacune de ses mesures ouvre et accentue d'autres failles, prépare une nouvelle étape de la crise, soulignant l'impasse des solutions étatiques nationales qui ne visent qu'à sauver les intérêts de ceux qui possèdent l'économie. Derrière le nationalisme, en Chine comme ailleurs, se masquent les intérêts des classes dominantes.

## Les conséquences des spéculations immobilières...

Le patron d'Evergrande définissait ainsi la stratégie de son groupe : « *Endettement élevé, effet de levier, roulement important, coût bas* ». La cavalerie financière assumée cyniquement : payer ses dettes en vendant de nouveaux projets eux-mêmes financés par de nouvelles dettes. Rien d'original, c'est le principe même de la spéculation, qui a été le moteur de la croissance de l'immobilier dont la mécanique s'enraye aujourd'hui.

Evergrande n'a plus de trésorerie. Le pouvoir chinois lui a interdit de s'endetter davantage, pour essayer de contenir la bulle spéculative. Evergrande ne peut plus s'endetter pour lancer de nouveaux projets et alimenter ses caisses... et il ne peut pas non plus achever les plus de 200 000 logements prévus sur plan, avant construction.

Les répercussions touchent déjà le secteur bancaire, les fournisseurs de matériaux, les entreprises de construction et de transports, et donc des centaines de milliers de travailleurs. Sont touchés aussi les acquéreurs de ces logements prévus, près de 1,2 millions de ménages qui y perdent leurs économies... et des grands bailleurs menacés à leur tour de faillite. Sans oublier les actionnaires chinois et internationaux dont les pertes se répercuteront sur l'ensemble du système financier.

Pour Evergrande, la seule façon de sortir de la spirale descendante serait de vendre ses biens pour reconstituer sa trésorerie. Mais le recul général de la croissance appauvrit la population et impacte l'immobilier. Les ventes s'effondrent, 17 % de moins en un an, ainsi que les prix du m<sup>2</sup> qui ont reculé de 30 % en un an dans la plupart des grandes villes. D'après un article du *Monde*, il y aurait en Chine environ 100 millions d'appartements qui restent vides, et 30 millions qui ne trouvent pas acquéreur, de quoi loger 340 millions de personnes.

Bien d'autres sociétés de l'immobilier se retrouvent du coup dans la même situation qu'Evergrande. China Fortune a été en défaut de paiement en février pour 800 millions de dollars d'obligations ; Hong Kong Sinic pour 246 millions ; Fantasia Holdings pour 205 millions de dollars d'obligations. La banque américaine JPMorgan estime que 11 sociétés pourraient faire faillite, représentant 30 milliards de dollars.

## ... produits des réponses à la crise des subprimes de 2008 pour rétablir la croissance des profits

La fuite en avant spéculative de l'immobilier est à la fois une des causes de la crise actuelle et le produit de

la précédente. La crise économique de 2007-2008 a eu pour conséquence la destruction de millions d'emplois en Chine, dont près de 30 millions de migrants contraints de retourner dans les campagnes. Les salariés de l'atelier du monde ont été directement frappés par le recul de la demande internationale.

Elle mettait fin à dix ans de croissance forte de la production de richesses en Chine, une progression du PIB de presque un point tous les ans, de + 7,85 % en 1998 à + 14,23 % en 2007. La chute de 2008 a été particulièrement brutale, un recul de cinq points, avec une croissance ramenée à + 9,65 %. Certes, elle était encore largement au-dessus de la croissance du reste de l'économie mondiale, dont certains pays avaient connu des moments de récession, mais ça a été un coup de massue terrible pour les salariés.

Pour relancer les profits des groupes capitalistes chinois, Xi Jinping et les sommets de l'État ont voulu alors que l'économie chinoise soit moins dépendante des exportations, en développant le marché intérieur et en favorisant les investissements étrangers et la concurrence. Ils ont relâché le contrôle de l'État en permettant aux capitaux étrangers de contrôler majoritairement et même jusqu'à 100 % des filiales en Chine et aussi de participer aux transactions financières dans le pays.

Pour la relance intérieure, l'État a favorisé le logement et la construction d'infrastructures. Et, comme les autres états capitalistes, la RPC a mis en œuvre un plan de relance de 600 milliards de dollars, principalement en direction de l'immobilier.

Vont suivre dix ans de croissance rapide du secteur, le « *chaofang* » ou « *faire frire de l'immobilier* », attirant les spéculateurs et provoquant l'explosion de groupes comme Evergrande, fondé en 1997, qui est devenu en 2016 le plus grand promoteur du pays. Dans cette période, l'urbanisation engagée depuis la forte croissance de la production industrielle, se poursuit. En vingt-cinq ans, plus de 500 millions de personnes sont venues travailler dans les villes. Le niveau de vie de cette nouvelle classe ouvrière s'est amélioré, la demande d'achats de logements a augmenté, d'autant que des lois ont favorisé l'acquisition. Les entreprises ont massivement revendu à leurs salariés les logements qu'elles leur louaient.

Mais pour répondre à la demande, la construction va être financée par l'endettement et la spéculation, attirant d'autant plus les capitaux que les prix explosent. En 20 ans, ils sont multipliés par 7 dans les grandes villes.

### **L'État chinois au service du capital impuissant à réguler l'immobilier...**

Cette politique a produit une bulle spéculative que le pouvoir cherche maintenant à contenir, après l'avoir encouragée. Il a imposé trois règles, surnommées « les trois lignes rouges », pour limiter l'accès à l'endettement des groupes immobiliers s'ils ne présentent pas un certain nombre de garanties. Et une nouvelle législation restreint aussi les possibilités de vendre un bien avant l'achèvement des tra-

vaux. Ce sont les deux moteurs de la croissance de promoteurs comme Evergrande qui sont visés.

Le gouvernement sait aussi qu'en cherchant à contenir ou à réduire la bulle, ce sont des groupes comme Evergrande qui peuvent s'effondrer avec des conséquences sur toute l'économie. En prenant ce risque, il ne règle rien au cercle vicieux qui s'est enclenché dans l'immobilier, la demande qui recule, avec un « stock » massif de logements invendus.

Chaque mesure prise par le pouvoir pour sauver les intérêts des capitalistes et renflouer leur système ici, ouvre une brèche ailleurs... Xi Jinping prétend qu'il veut favoriser les groupes plus « vertueux », moins spéculateurs et il l'enrobe d'un discours social : « *le logement est pour y vivre et non pour la spéculation* ». Depuis la mi-octobre, il se déclare en faveur de « *la prospérité commune* » s'inquiétant de la « *polarisation entre riches et pauvres et l'effondrement de la classe moyenne [qui] ont mené à une désintégration sociale, à une polarisation politique et à un populisme rampant.* ». Ajoutant que « *ceux qui s'enrichissent les premiers devront aider ceux qui ne le sont pas encore* ».

Avec ces discours, il s'agit surtout de faire croire que le pouvoir garde le contrôle de la situation, renforcer la confiance, comme ils disent. Le gouverneur de la Banque centrale chinoise assure « *globalement, nous pouvons contenir le risque systémique posé par Evergrande* », trouvant l'appui du FMI : « *les autorités chinoises ont les moyens de faire face à la situation* ». Le groupe financier Bloomberg est plus cash : il faut « *éviter un état de panique* ». La méthode Coué pour éviter le krach.

### **... comme l'ensemble de l'économie**

Peut-être que l'État aura la force de contenir la crise financière qui serait consécutive à la faillite des groupes comme Evergrande. Les banques centrales de tous les pays l'avaient fait en injectant des milliers de milliards en 2008-2009, mais elles n'avaient pas pu contenir les répercussions sur l'ensemble de l'économie.

En Chine, l'immobilier représente entre 20 et 25 % du PIB, et il a été un des piliers du développement de ces dernières décennies. Les budgets publics en dépendent fortement. Les pouvoirs locaux vendent les terrains propriétés d'État pour avoir des recettes, ce qui les a amené aussi à être largement complices de la spéculation immobilière en vendant aux groupes comme Evergrande. Avec la crise, ces rentrées s'effondrent. 27 % des terrains proposés par les gouvernements locaux n'ont pas été vendus en septembre.

L'énergie aussi est en crise. La production ne suffit pas à satisfaire la demande, des villes et des usines subissent des coupures. L'État a mis à l'arrêt ces dernières années un grand nombre de centrales à charbon et de mines pour diminuer les émissions de CO2 et limiter les dégâts environnementaux, la Chine est devenue alors le premier importateur mondial de gaz. Mais avec la reprise chaotique d'après le Covid et la spéculation sur les matières premiè-

res qui l'accompagne, les prix mondiaux de l'énergie, du gaz en particulier, se sont envolés.

Début octobre, l'État a décidé alors de rouvrir des centrales à charbon, contredisant les engagements environnementaux de Xi Jinping. Mais la mesure a été insuffisante pour que les capitalistes du secteur relancent fortement la production, l'encadrement des prix limitant leurs profits alors que le prix du charbon est à la hausse. Quelques jours après, le pouvoir a permis une libéralisation des prix de l'électricité, jusqu'à 20 % au-dessus du prix régulé, en espérant que cela relance la production... Mais là encore, ce n'est que déplacer le problème en aggravant l'inflation et la crise environnementale.

L'inflation touche aussi les denrées alimentaires, dont 28 viennent de connaître une hausse de 16 % en un mois. Un ministère a lancé un appel le 1<sup>er</sup> novembre aux « ménages à stocker une certaine quantité de produits de première nécessité afin de faire face aux besoins quotidiens et aux cas d'urgence », sans préciser si c'est pour une crainte de regain de Covid ou pour l'inflation.

Les crises de l'immobilier et de l'énergie participent au recul de la croissance. L'épidémie de Covid et la désorganisation de la production ont pesé, avec des ruptures en cascade des approvisionnements. Mais, depuis la crise de 2008, la croissance a fortement ralenti tombant à moins de 6 % avant le Covid. Et si l'État prétend que le taux de chômage est autour de 4,9 %, beaucoup estiment que ce taux est sous-évalué.

## **La Chine entraînée dans la faillite du capitalisme mondialisé**

La période semble finie quand la Chine était la locomotive de la mondialisation du capitalisme financiarisé en s'intégrant elle-même au marché mondial.

Aujourd'hui, deuxième puissance économique mondiale, elle subit les conséquences de la folle concurrence spéculative des multinationales, les amplifie, les répercute à son tour, dans une chaîne d'interdépendances dont elle est devenue un des maillons majeurs. Un économiste d'un cabinet de conseil anglais alerte : « *Le niveau d'activité n'avait pas été aussi faible depuis la fin des années 1990. C'est un choc pour l'économie mondiale, qui passe inaperçu à côté d'autres préoccupations du moment comme la pandémie de Covid-19 ou l'inflation* ».

Les mesures prises par Xi Jinping en réponse à la crise de 2008 pour favoriser l'entrée de capitaux étrangers a renforcé cette interdépendance : 3,5 % du marché des obligations chinoises sont détenus par des capitaux étrangers, environ 1000 milliards de dollars rien que pour les capitaux américains investis en Chine. D'après un article du *Monde diplomatique*, il pourrait y avoir près de 800 milliards supplémentaires passant par des filiales domiciliées dans les paradis fiscaux.

Il s'est fait le promoteur zélé de cette mondialisation financière : « *nous devons promouvoir la libéralisation et la facilitation du commerce et de l'investissement [...] en vue de construire une économie mondiale ouverte... [...] L'érection de murs ou le découplage vont à l'encontre des lois économiques et des principes du marché* ».

Il plaide pour le libéralisme commercial et financier qui permet aux capitalistes chinois de se tailler une place de premier plan sur la scène économique mondiale. Il se heurte aux mesures protectionnistes et aux menaces militaires des USA qui entendent bien ne pas céder leur rang de première puissance économique mondiale.

L'exacerbation de leur concurrence ne peut qu'accélérer la crise et conduire vers une phase plus aiguë encore. Le risque de faillite d'Evergrande annonce à tous les financiers de la planète que leurs obligations peuvent ne pas recevoir leur rente et perdre toute valeur. Ces titres décredibilisés s'ajoutent à tous ceux qui pourrissent déjà la finance mondiale.

La Chine est prise dans la tourmente, la spirale infernale de la crise mondialisée qui nous menace tous, travailleurs et classes populaires de tous les pays qui la subissons en première ligne. Le fait que rien ne semble pouvoir arrêter la brutalité des rapports de classe et l'effondrement de ce monde, fait grandir et partager aussi la conscience qu'il faut exproprier la classe capitaliste. C'est un pas vers la conscience que la seule classe internationale qui peut apporter une issue, est celle qui n'a aucun privilège à défendre. La classe ouvrière, plus nombreuse que jamais à l'échelle du monde, en Chine et sur tous les continents, n'a rien à perdre en mettant fin à la spéculation et à l'exploitation, et tout à gagner en imposant son contrôle sur l'économie et la société, dans la perspective d'une autre organisation sociale, réellement communiste et démocratique.

*François Minvielle*